

# Leurs vœux pour 2019



**Politique.** Les parlementaires havrais sont résolument tournés vers le large pour 2019. Ils militent pour le développement du port du Havre tout en insistant sur le nécessaire débat public pourvu qu'il soit respectueux et apaisé.

LE HAVRE

## « Une alternative au système »

L'élu de la 8e circonscription de Seine-Maritime (Le Havre-Gonfreville-l'Orcher) ne manque jamais une occasion de faire découvrir le port du Havre et ses atouts « pourvu qu'on lui donne les moyens de ses ambitions », rappelle le député PCF



que ce soit lors d'un voyage en Chine où devant ses collègues parlementaires sous les portiques de Port 2000. En ce début d'année, le propos de **Jean-Paul Lecoq** demeure résolument social. « Un mouvement populaire pour plus de pouvoir d'achat et la fin des injustices fiscales comme sociales a accompagné ce changement d'année. Ce mouvement arc-en-ciel, intergénérationnel rassemblant gilets

jaunes et rouges, blouses blanches et bleus de travail, c'est la France des fins de mois difficiles, indique l'élu communiste. Dans l'un des pays les plus riches du monde, tous réclament de pouvoir vivre dignement au sein d'une République plus juste, plus humaine et plus démocratique. C'est une exigence majeure face à l'obstination du président et de son Premier ministre à servir les plus aisés ». Et de conclure : « Toutes ces résistances se veulent autant de perspectives pour façonner une alternative au système actuel qui replacerait l'humain et l'environnement au cœur de toutes les politiques publiques, ici au Havre, comme au sommet de l'État », martèle l'ancien maire de Gonfreville-l'Orcher.

## « Un projet fluvial et ferroviaire »

Auteur d'un rapport avec sa collègue députée PS de Seine-Maritime sur le renforcement de l'attractivité des ports de l'axe Seine en 2016, le sénateur LR **Charles Revet** défend l'intérêt stratégique de la plateforme portuaire formée par Le Havre et Rouen. « Nous avons la chance d'avoir une position géographique privilégiée dans le maritime en disposant des plateformes portuaires les mieux placées en Europe du Nord. Elles sont loin d'être exploitées au niveau où elles pourraient l'être, faute d'avoir prévu les moyens d'exploitation et d'acheminement qui pourraient permettre un développement important et les créations d'emploi ».



Charles Revet suggère et souhaite

qu'avec tous les acteurs de la région et avec l'aide de l'Europe « soit engagée en parallèle et si possible en amont de la réalisation du canal Seine Nord, un projet global en particulier sous les aspects fluviaux et ferroviaires pouvant fonctionner de façon permanente toute l'année en permettant la desserte de proximité notamment la région parisienne mais aussi à l'échelon européen en utilisant les procédures simplifiées que la loi autorise ». L'ancien maire de Turretot dans la pointe de Caux rappelle que « des milliers voire des dizaines de milliers d'emplois pourraient en découler et permettrait de recréer la confiance en particulier pour les jeunes qui s'inquiètent pour leur avenir ».

## « Attentive à la fusion des ports »

Élue de la 7e circonscription de Seine-Maritime (Le Havre-Montivilliers), **Agnès Firmin-Le Bodo** se prépare au débat sur le projet de loi d'orientation sur les mobilités. « Je serai particulièrement attentive aux conséquences directes de ce texte pour le port du Havre et sa desserte ferroviaire », indique la députée Agir, qui avait interrogé en novembre dernier le gouvernement sur la fusion des ports du Havre, Rouen et Paris annoncée quelques jours plus tôt par le Premier ministre au dernier conseil interministériel de la mer, à Dunkerque. Pour 2019, Agnès Firmin-Le Bodo forme des vœux pour plus d'Europe. « Les élections européennes à venir seront



l'occasion de définir l'Europe que nous souhaitons afin de faire face à de multiples défis que nous ne résoudrons pas seuls et avec pour socle les valeurs communes qui ont présidé à la construction européenne : paix, justice, liberté ».

Au-delà de la compétitivité et de la gouvernance des ports de l'axe Seine, l'éluée havraise s'intéressera en 2019 « à la transition énergétique, aux efforts à poursuivre en matière d'énergie marine renouvelable et à ses retombées pour notre territoire ». Membre de la commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale Agnès Firmin-Le Bodo annonce également « une attention accrue sur le pouvoir d'achat » et « l'examen de la loi Grand âge et autonomie ».

## « Sereine, européenne, humaine... »

En 2017, **Agnès Canayer** accueillait ses collègues de la délégation sénatoriale aux entreprises. Fin 2018, la sénatrice, présidente de la fédération des Républicains de Seine-Maritime interrogeait le gouvernement sur les échanges maritimes avec le Royaume-Uni après le Brexit.



Au-delà de sa mobilisation sur les dossiers portuaires, l'éluée havraise forme un triple vœu pour 2019. « Que la nouvelle année soit plus sereine et permette un débat politique apaisé où chacun pourra s'exprimer dans le respect des institutions démocratiques. Que les élus locaux soient mieux écoutés et qu'une meilleure prise en compte des territoires permette de mieux adapter les choix politiques aux

réalités sociales, économiques et environnementales » indique-t-elle. « Que cette nouvelle année soit plus européenne ! Qu'elle renforce grâce au renouvellement des parlementaires européens la place de la France au sein d'une Europe plus forte, plus protectrice de nos droits et de nos libertés ». La parlementaire s'intéresse par ailleurs à la dimension humaine. « Que 2019 offre une meilleure cohésion sociale et territoriale dans une unité nationale retrouvée. Ce n'est qu'ensemble, fort de notre diversité que nous réussirons à porter les réformes indispensables à notre pays et à garantir une société où chacun trouve sa place, où la solidarité et le lien social seront raffermis ».

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE PRÉTEUX